



THÉMATIQUE POLITIQUES PUBLIQUES ET JEUNESSE

CONTEXTE GÉNÉRAL

Entre 2018 et 2025, la thématique des politiques publiques et de la jeunesse occupe une place structurante dans les festivals PROVOX HdF.

Elle renvoie à la manière dont les jeunes accèdent aux droits, comprennent les dispositifs publics et interagissent avec les institutions (État, collectivités, opérateurs publics).

Cette thématique s'inscrit dans un contexte de complexification des politiques jeunesse¹, marquées par une multiplication des dispositifs, mais aussi par des difficultés persistantes de lisibilité, d'accès et de coordination.²

EN SAVOIR PLUS ?

1. Cour des comptes, Les politiques publiques en faveur de la jeunesse, rapports récents (2020–2023), qui soulignent la complexité croissante des dispositifs jeunesse et les enjeux de coordination entre acteurs publics.
2. INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire), Les politiques de jeunesse en France : entre fragmentation et diversification, études et rapports récents (2022–2024), mettant en évidence la multiplication des dispositifs et les difficultés de lisibilité pour les jeunes.



ENTRE 2018 ET 2025 : QUELS CONSTATS RÉCURENTS ?

Difficulté d'accès aux droits et aux dispositifs

Les jeunes expriment de manière constante :

- une méconnaissance des dispositifs existants
- des difficultés à identifier les interlocuteur·rices compétent·es
- une complexité administrative perçue comme un frein

Manque de lisibilité des politiques publiques jeunesse

Les propositions soulignent :

- une fragmentation des dispositifs (local / national / européen)
- un manque de coordination entre les acteurs
- une difficulté à comprendre les parcours d'accompagnement

Inégalités d'accès aux services publics

Les constats récurrents portent sur :

- des disparités territoriales importantes
- un accès inégal aux services selon les zones (urbain / rural)
- des difficultés spécifiques pour les jeunes les plus précaires

Besoin de simplification et d'accompagnement

Les jeunes formulent des demandes de :

- simplification des démarches administratives
- accompagnement personnalisé renforcé
- guichet unique ou meilleure coordination des services



L'accès aux services publics dépend trop de la localisation, c'est injuste

Lola, jeune de la cohorte du Festival Provox HdF 2025

Relation distante aux institutions

Les jeunes mettent en avant :

- un sentiment d'éloignement des institutions publiques
- une parole peu prise en compte dans la conception des politiques
- un besoin de dialogue plus direct et régulier

EVOLUTION DES PROPOSITIONS: HAUTS-DE-FRANCE

ET PROVOX
NATIONAL ?
QU'EST-CE
QU'ILS EN ONT
DIT ?

Être une jeune femme en politique : confusion des genres

En tant qu'attaché parlementaire d'une jeune députée - plus jeune présidente d'un groupe parlementaire de l'histoire de la 5^{ème} République - souvent, lorsque je l'accompagne dans des rendez-vous professionnels, intuitivement les personnes s'adressent à moi...

« On ne parle pas du tout le même langage en fait ! »

Dans le cadre des élections régionales de cette année, en comité de pilotage avec Adonis. Enfant, on met en avant la nécessité d'avoir des jeunes dans des places éligibles qui puissent être entendus, écoutés et élus au conseil régional. Très rassurant, on me répond mais l'inquiète

« On veut
l'ascenseur
pas l'escalier »

pas, on a un tel qui a 33 ans, un tel qui a un peu plus de 31 ans, c'est nickel ! A la fin de la réunion, j'ai regardé toutes les politiques de jeunesse menées en France, elles s'adressent au 18/30 ans et pas beaucoup plus haut. Et là, je me suis dit, on ne parle pas le même langage, il y a un problème.

B. Quels sont les obstacles lorsque l'on est jeune en politique ? Comment les dépasser ?

Pour se lancer, il faut prendre la légitimité que l'on ne nous accorde pas toujours

Sophie : Les obstacles que l'on se pose nous-même, ce sont premiers à gasser. On peut facilement ne pas se sentir assez légitime, pas assez crédible, pas assez vieux, trop jeune.

Pour se lancer en politique, c'est tous ces ressentis qu'il faut faire tomber. Il faut oser rêver, il faut oser s'affirmer, s'engager. Ce sont des obstacles sur lesquels on a la main, ce sont ceux sur lesquels l'on a le plus de marge de manœuvre.

En tant que jeunes, c'est compliqué de financer une campagne

Il y a les obstacles que l'on nous met de manière plutôt inconsciente à comment le système politique français est fait aujourd'hui. Le problème financier est central, lorsque l'on est une petite structure qui a peu de moyens, c'est très compliqué car l'on doit répondre à des obligations légales coûteuses comme avoir un commissaire aux comptes. De plus, toute la campagne est aux frais du parti et elle n'est pas remboursée si le score que l'on fait n'est pas assez important.

Décrédibilisation par une infantilisation non-volontaire

Lorsque je tractais pour les législatives en 2017, j'avais 21 ans et je me présentais dans le 16^{ème}

arrondissement de Paris, une circonscription pas très jeune. Je donne le tract à une dame qui dit qu'elle ne comprend pas qui est le candidat. Je lui réponds que c'est une candidate et que c'est moi. Et là, elle a littéralement explosé de rire. Pas méchamment mais c'était presque pire. « Vous êtes si mignonne, vous êtes mignonne ? Mais c'est adorable ! C'est adorable, continuez ! » Donc le problème ici, c'est le regard de l'autre. Il faut montrer que notre engagement n'a rien de comique mais que c'est juste bien qu'on soit là.

L'obstacle de la méfiance

Hugo : Avant d'être élu, j'ai fait deux réunions publiques très tôt (début novembre 2019 pour mars 2020) car je me doutais qu'il fallait que je fasse mes preuves, sûrement plus qu'un autre.

C'est un obstacle réel, cette méfiance-là. J'ai présenté notre programme en faisant l'effort de ne pas prendre de notes pour montrer que j'avais des capacités et après tout ce laborieux travail, j'ai eu uniquement des questions sur mon âge, sur ce que je faisais comme études, comment est-ce que j'allais pouvoir lier études et mandats ? D'ailleurs, ces questions sur comment lier un mandat avec mes études sont des questions qu'on me pose c'est : « Et comment tu fais avec les études ? »

2018-2019 : constat d'incompréhension des dispositifs

Les premières éditions mettent en avant une faible connaissance des politiques publiques en direction de la jeunesse, traduisant une information parfois insuffisante ou peu accessible sur les dispositifs existants. Cette situation s'accompagne d'une difficulté d'accès aux droits, liée à la complexité des démarches administratives, au manque d'accompagnement ou à une méconnaissance des dispositifs disponibles. Dans ce contexte, la relation aux institutions apparaît globalement distante, marquée par un sentiment d'éloignement ou de faible interconnaissance entre les jeunes et les acteurs publics, ce qui limite l'appropriation des politiques et des services qui leur sont destinés.

2020-2021 : demande de coordination et de lisibilité

Les propositions évoluent vers une demande de simplification des dispositifs, afin de rendre les politiques publiques plus lisibles et plus accessibles pour les jeunes. Cette simplification est jugée nécessaire pour faciliter les démarches et réduire les obstacles administratifs qui freinent l'accès aux droits. Les contributions soulignent également la nécessité d'une meilleure articulation entre les différents acteurs institutionnels, afin d'assurer une cohérence des actions et d'éviter la dispersion des dispositifs. Enfin, une attention particulière est portée à l'amélioration de l'information des jeunes, avec l'objectif de rendre les droits, les aides et les services plus visibles, compréhensibles et facilement mobilisables.

2024-2025 : logique de co-construction des politiques publiques

Les dernières éditions témoignent d'une évolution vers une implication plus directe des jeunes dans la conception des politiques publiques, avec une demande croissante de participation en amont des décisions. Cette dynamique s'accompagne d'une volonté d'intégrer davantage les jeunes dans les processus décisionnels, afin de reconnaître leur expertise d'usage et leur légitimité à contribuer à l'élaboration des dispositifs qui les concernent. Par ailleurs, les contributions adoptent une approche plus systémique des parcours jeunesse, articulant les enjeux d'accès aux droits, d'engagement et d'insertion, et mettant en évidence la nécessité de politiques plus cohérentes et transversales pour répondre à la diversité des situations vécues.

QUE RETENIR ?

Entre 2018 et 2025, la thématique des politiques publiques et de la jeunesse dans PROVOX évolue d'un constat de complexité administrative et de distance institutionnelle vers une demande plus structurée de simplification, de coordination et de participation à l'élaboration des politiques publiques. Les jeunes ne se positionnent plus uniquement comme usager·ères des dispositifs, mais comme acteurs et actrices légitimes de leur conception et de leur amélioration. PROVOX s'affirme ainsi comme un espace de médiation entre institutions et jeunesse, contribuant à rendre plus lisible, cohérent et participatif l'écosystème des politiques publiques jeunesse.



QUELQUES POINTS CLÉS



01. Passage d'une perception de complexité administrative à une demande de simplification des dispositifs
02. Renforcement de la nécessité de coordination entre acteurs institutionnels
03. Affirmation des jeunes comme co-constructeurs des politiques publiques jeunesse
04. Développement d'une logique de participation et de dialogue entre institutions et jeunesse

Le CRAJEP HdF est soutenu par :